

**La récession est là et le gouvernement tente de nous faire croire que nous devons par la perte de nos droits et la diminution de nos revenus, résorber cette situation générée par l'arrogance du monde de la finance. Nous ne devons pas l'accepter !**

# Le 19 mars grève unitaire interprofessionnelle

**Nous ne paierons pas leur crise !**

**Imposons nos exigences !**

Salaires en berne, licenciements, droits du travail menacés, services publics dégradés... font notre quotidien. Pour l'Etat et le patronat, ce n'est jamais le moment d'augmenter les salaires. La crise financière a bon dos !

Salariés, chômeurs et retraités, qu'ils soient issus du secteur public ou privé, et, déjà exposés à la perte de leur pouvoir d'achat deviennent les premières victimes d'une crise dont ils ne sont pas responsables.

Les caisses sont "vides" mais pas pour tout le monde ! Dès son élection, Sarkozy offre 15 milliards d'Euros au plus riches (paquet fiscal). Il trouve 40 milliards d'Euros pour recapitaliser les banques et leur offre une garantie possible de 320 milliards d'Euros. Le patronat n'est pas oublié et bénéficie d'exonérations des cotisations sociales. Celles-ci couplées à un accroissement sans précédent du chômage aggravent les déficits sociaux, impactant sur l'existence de notre protection sociale dans un moment où la population en a plus besoin. Certaine entreprise comme Total qui affiche un bénéfice record, annonce sans vergogne d'importants licenciements. Sarkozy ne bouge pas ! La part sur la richesse produite revenant aux salariés a déjà baissé de 15% depuis 1982

Pas un seul jour sans l'annonce d'un plan de suppressions d'emplois.

Dans le public aussi : 30000 suppressions de postes de fonctionnaires d'Etat (éducation nationale, finances, ....) mais aussi des milliers d'autres dans les hôpitaux publics. Les dernières en date, annoncent 700 postes en moins à l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris.

Un véritable mécontentement et de nombreux mouvements de grève se développent : recherche, université, sanitaire et social, Guadeloupe, Martinique, Réunion. Aux Antilles, le gouvernement et le patronat ont dû lâcher du lest et satisfaire en grande partie les revendications salariales !

Le secteur sanitaire et social n'est pas épargné. La loi Hôpital Patient Santé Territoire (dite Loi Bachelot) va lui porter un nouveau coup, en favorisant le sanitaire privé et en déstructurant l'hôpital public, avec comme objectif de faire de l'hospitalisation et du soin un véritable marché !

Le médico social n'est pas épargné par cette loi et ses établissements vont se retrouver eux aussi en concurrence directe avec des opérateurs privés. Là non plus, ce n'est pas un hasard si les employeurs tentent d'imposer des refontes des conventions collectives complètement récessives en matière de droits et de rémunération pour ses salariés, comme c'est le cas actuellement pour la CC66.

Fédération Sud Santé-Sociaux  
"Solidaires - Unitaires - Démocratiques"  
70, rue Philippe de Girard  
75018 Paris

Tel : 01 40 33 85 00  
Fax : 01 43 49 28 67  
Site internet :  
[www.sud-sante.org](http://www.sud-sante.org)

Paris, le 12 mars 2009

La grève nationale du 29 janvier dernier a adressé un sérieux avertissement au gouvernement mais cela semble ne pas suffire !

**Avec un 19 mars plus fort encore, construisons un mouvement interprofessionnel qui rassemble encore davantage de salariés dans les rues et engageons une grève générale digne d'imposer nos exigences et revendications !**

Cela va se traduire par une récession sans précédent de notre système de santé. Aujourd'hui, il se retrouve selon l'OMS pour sa qualité, au 8ème rang alors qu'en 2000, il était au 1er rang. Ce n'est pas un hasard ! comme cela ne l'est pas aussi pour 30% de la population qui avoue renoncer à certains soins.

**Le 19 Mars, Cela sera aussi pour ça que nous nous serons en grève et dans la rue.**

